



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/Sub.2/2003/L.35
8 août 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la promotion et de
la protection des droits de l'homme
Cinquante-cinquième session
Point 3 de l'ordre du jour

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE

**M. Decaux, M. Dos Santos Alves, M. Eide, M^{me} Hampson, M^{me} Koufa,
M^{me} O'Connor, M. Park et M. Pinheiro: projet de résolution**

2003/... Transferts de personnes, eu égard en particulier à la peine de mort

La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme,

Soulignant de nouveau le mouvement général en faveur de l'abolition de la peine de mort, dont témoignent le paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le deuxième Protocole facultatif s'y rapportant, visant à abolir la peine de mort, le Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, les paragraphes 2 et 3 de l'article 4 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme et le Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant de l'abolition de la peine de mort,

Rappelant les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1998/8 du 3 avril 1998, 1999/61 du 28 avril 1999, 2000/65 du 26 avril 2000 et 2001/68 du 25 avril 2001, dans lesquelles la Commission s'est déclarée convaincue que l'abolition de la peine de mort contribuait au renforcement de la dignité humaine et à l'élargissement progressif des droits de l'homme,

Rappelant également les résolutions de la Commission des droits de l'homme 2002/77 du 25 avril 2002 et 2003/67 du 24 avril 2003, dans lesquelles la Commission a prié les États qui ont reçu une demande d'extradition concernant une personne qui encourt la peine de mort de se réserver explicitement le droit de refuser l'extradition, s'ils ne reçoivent pas des autorités compétentes de l'État demandeur des assurances concrètes que la peine capitale ne sera pas appliquée,

Rappelant en outre les recommandations de la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (E/CN.4/2002/74, chap. VII), concernant le non-respect des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort,

Notant que la peine de mort est souvent prononcée à l'issue de procès qui ne se sont pas déroulés dans le respect des normes internationales d'équité, et qu'un nombre disproportionné de personnes appartenant à des minorités raciales, nationales ou ethniques semble faire l'objet de sentences de mort,

Se félicitant que les pays qui conservent la peine de mort aient tendance à limiter le nombre des crimes qui en sont passibles,

Se félicitant aussi du fait que de nombreux pays qui conservent la peine de mort dans leur législation pénale appliquent un moratoire sur les exécutions,

Rappelant que, de l'avis de la Commission des droits de l'homme, les États ne doivent pas condamner à mort une personne atteinte d'une quelconque forme de maladie mentale, ni exécuter un condamné atteint de maladie mentale,

Rappelant également que l'imposition de la peine de mort à des personnes âgées de moins de 18 ans au moment de la commission du délit est interdite par le droit international,

Constatant avec une profonde préoccupation que plusieurs pays transfèrent des personnes dans des États qui imposent encore la peine de mort, souvent en dehors du contexte de l'extradition,

1. *Rappelle* à tous les États qu'ils ont l'obligation de ne pas transférer de personnes, en les extradant ou par d'autres procédures, sous la juridiction d'États dans lesquels elles peuvent être victimes de tortures ou de traitements inhumains, notamment d'une détention prolongée dans le quartier des condamnés à mort;

2. *Rappelle également* aux États qui ont aboli la peine de mort ou qui en ont suspendu l'application qu'ils peuvent refuser de transférer des personnes, en les extradant ou par d'autres procédures, sous la juridiction d'États qui continuent d'appliquer la peine de mort;

3. *Prie instamment* tous les États:

a) De ne pas transférer de personnes dans les États qui continuent d'imposer la peine de mort;

b) De ne pas transférer de personnes dans des États dans lesquels elles risquent d'être détenues sans jugement ou de ne pas faire l'objet d'une procédure régulière;

c) De veiller à ce que nul ne soit transféré sous la juridiction d'un autre État par une procédure autre que l'extradition;

d) De veiller à ce qu'il soit toujours possible de faire appel devant leurs tribunaux de tout transfert envisagé sous la juridiction d'un autre État;

4. *Prie instamment* les unités des États fédéraux qui n'imposent pas la peine de mort de ne pas transférer de personnes sous la juridiction d'une autre unité du même État qui continue d'appliquer la peine capitale;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-sixième session, au titre du même point de l'ordre du jour.
